Organisation internationale du Travail
Tribunal administratif

International Labour Organization
Administrative Tribunal

*Traduction du greffe,
seul le texte anglais fait foi.*

U. (n° 2)

c.

OMPI

138^e session

Jugement n° 4848

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF,

Vu la deuxième requête dirigée contre l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), formée par M. D. B. O. U. le 5 mars 2020, le mémoire en réponse de l'OMPI du 16 juillet 2020, la réplique du requérant du 19 octobre 2020 et la duplique de l'OMPI du 1^{er} février 2021;

Vu les articles II, paragraphe 5, et VII du Statut du Tribunal;

Après avoir examiné le dossier, la procédure orale n'ayant été ni sollicitée par les parties ni ordonnée par le Tribunal;

Considérant que les faits de la cause peuvent être résumés comme suit:

Le requérant conteste les décisions de l'OMPI i) de mettre son poste au concours; ii) d'organiser une procédure de sélection pour pourvoir son poste; iii) de ne pas le nommer au poste sans concours; iv) de ne renouveler son engagement de durée déterminée que pour trois mois; v) de restructurer sa division; et vi) de modifier/redéfinir son poste.

Le requérant est entré au service de l'OMPI le 1^{er} avril 2011 en tant que directeur de la Division de l'infrastructure du droit d'auteur, qui relevait du Secteur du droit d'auteur et des industries de la création. Il a obtenu un engagement de durée déterminée de deux ans, qui a été initialement prolongé pour une période de trois ans, du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2016, puis de deux ans, du 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2018.

Le 1^{er} février 2017, le requérant entama une période de congé de maladie certifié, qui aboutit à son départ de l'OMPI pour raisons de santé le 30 septembre 2018.

Précédemment, dans un courriel du 18 décembre 2017 intitulé «Nouvelle structure proposée pour le Secteur du droit d'auteur et des industries de la création»*, la Vice-directrice générale informa les fonctionnaires du Secteur que l'évolution de la mission du «Programme 3» nécessitait un réaménagement de la structure organisationnelle du Secteur pour lui permettre de «mener à bien sa mission tout en adoptant pleinement le pouvoir de transformation de la technologie et de l'innovation»*. La Vice-directrice générale poursuivit en présentant la nouvelle structure organisationnelle proposée qui se traduisait par: i) un changement officiel du mandat de la Division de l'infrastructure du droit d'auteur, qui, par conséquent, changerait également de nom pour devenir la Division de la gestion du droit d'auteur, dont les activités porteraient essentiellement sur la gestion des droits et toutes les questions liées aux entreprises et aux normes à l'ère numérique, y compris les questions liées au «Consortium pour les livres accessibles»; et ii) la création de la Division de l'infrastructure informatique du droit d'auteur, dont les activités porteraient essentiellement sur des solutions informatiques numériques, y compris la conception d'outils comme «WIPO Connect». Elle invitait les fonctionnaires du Secteur du droit d'auteur et des industries de la création à faire part de leurs observations le 22 décembre 2017 au plus tard.

Le requérant, qui était alors en congé de maladie, n'avait pas été mis en copie de ce courriel. Toutefois, par un courriel distinct du 18 décembre 2017, la Vice-directrice générale lui communiqua le courriel qu'elle avait adressé plus tôt le même jour aux fonctionnaires du Secteur et l'invita également à faire part de ses observations le 22 décembre 2017 au plus tard. Elle indiqua qu'elle savait qu'il était en congé de maladie, mais qu'elle ne voulait pas le priver de la possibilité de présenter des observations sur le plan proposé. Le 22 décembre 2017, le requérant répondit qu'il était malade et qu'il lui était donc

* Traduction du greffe.

difficile de répondre dans un délai aussi court, et il demanda davantage de précisions sur le changement de mandat de la Division de l'infrastructure du droit d'auteur et sur la raison profonde de ce changement. La Vice-directrice générale lui écrivit le 4 janvier 2018, proposant de répondre aux questions du requérant concernant sa proposition par téléphone le lendemain, offre que le requérant déclina, prétendument parce qu'il n'était pas encore suffisamment rétabli. Le 10 janvier 2018, le requérant écrivit de nouveau à la Vice-directrice générale pour réitérer sa demande d'informations concernant sa proposition. La Vice-directrice générale lui répondit le lendemain et l'informa qu'elle présenterait sa proposition au Directeur général, mais qu'elle le tiendrait informé de tout changement à cet égard et lui transmettrait tous les documents communiqués aux fonctionnaires. Elle rappela qu'elle était disposée à s'entretenir avec lui par téléphone.

Par lettre du 31 janvier 2018, la directrice adjointe du Département de la gestion des ressources humaines informa le requérant que le Directeur général avait approuvé la proposition de restructuration, y compris le changement de nom de la Division de l'infrastructure du droit d'auteur en Division de la gestion du droit d'auteur et le changement de son mandat. Relevant que l'engagement du requérant arrivait à expiration le 31 mars 2018, la directrice adjointe du Département de la gestion des ressources humaines l'informa que, compte tenu de la nouvelle orientation de la Division de la gestion du droit d'auteur et de la portée et des responsabilités révisées du poste de directeur de la Division, le Directeur général avait décidé de mettre ce poste au concours. La directrice adjointe du Département de la gestion des ressources humaines proposa au requérant de prolonger son engagement de trois mois, du 1^{er} avril au 30 juin 2018, précisant que cette prolongation était accordée dans l'attente de la procédure de sélection pour le poste de directeur de la Division de la gestion du droit d'auteur, et que toute prolongation ultérieure de son engagement dépendrait de l'issue de cette procédure de sélection. Le requérant accepta la prolongation de trois mois le 7 février 2018 en se réservant le droit de la contester.

Par un courriel du 15 mars 2018 intitulé «Nouvelle structure proposée pour le Secteur du droit d’auteur et des industries de la création»*, la Vice-directrice générale informa les fonctionnaires du Secteur que, à l’issue de discussions avec le Directeur général et d’autres hauts responsables, il avait été décidé de mettre à exécution les changements officiels du mandat de la Division de l’infrastructure du droit d’auteur, tels que décrits dans le courriel du 18 décembre 2017. Elle ajoutait qu’un ordre de service reprenant les changements serait bientôt publié. Le 19 mars 2018, ce courriel fut transmis au requérant qui était toujours en congé de maladie et n’avait pas été mis en copie lors du premier envoi le 15 mars.

Le 29 mars 2018, l’OMPI publia un avis de vacance pour le poste de directeur de la Division de la gestion du droit d’auteur. Le requérant se porta candidat et fut présélectionné, mais il ne participa pas à la procédure de recrutement pour des raisons de santé. La procédure de recrutement fut temporairement suspendue en raison de l’état de santé du requérant mais reprit en juillet 2018.

Par une lettre du 30 avril 2018 adressée au Directeur général, le requérant demanda le réexamen des décisions contenues dans la lettre du 31 janvier 2018. Dans sa lettre, le requérant écrivait ce qui suit: «[J]e vous demande de réexaminer toutes les décisions, y compris la décision de mettre le poste au concours et d’organiser une procédure de sélection et la décision de ne pas me garder ou de ne pas me nommer automatiquement au poste, la décision de renouveler mon contrat pour trois mois seulement et de ne pas convertir mon contrat en un engagement permanent ou continu, et la décision de prétendument restructurer le Secteur [du droit d’auteur et des industries de la création] et de prétendument modifier mon poste. Le manque d’informations détaillées dans la lettre [du 31 janvier] concernant la prétendue restructuration et les prétendus changements (à l’exception du nom de la Division [de l’infrastructure du droit d’auteur]) ainsi que le manque de documentation précise et exhaustive à leur sujet montrent que ces changements ne sont ni réels ni sérieux.»*

* Traduction du greffe.

La décision du Directeur général de rejeter la requête en réexamen du requérant fut communiquée à l'intéressé par une lettre datée du 29 juin 2018, qui indiquait que la lettre du 31 janvier 2018 ne contenait que deux décisions, à savoir i) celle de mettre au concours le poste de directeur de la Division de la gestion du droit d'auteur et ii) celle d'offrir au requérant une prolongation de trois mois de son engagement de durée déterminée.

Peu de temps auparavant, le 26 juin 2018, le requérant s'était vu offrir une prolongation de six mois de son engagement, du 1^{er} juillet au 31 décembre 2018, qu'il avait acceptée mais qui n'avait pas été menée à son terme, car le requérant avait quitté l'OMPI au moment de sa cessation de service pour raisons de santé le 30 septembre 2018.

Le 27 septembre 2018, le requérant saisit le Comité d'appel de l'OMPI pour contester la lettre du Directeur général du 29 juin 2018. Dans son recours, il recensait six décisions, auxquelles la lettre du 29 juin 2018 renvoyait expressément ou implicitement, à savoir: i) celle de mettre son poste au concours; ii) celle d'organiser une procédure de sélection pour pourvoir son poste; iii) celle de ne pas le nommer au poste sans concours; iv) celle de ne renouveler son engagement de durée déterminée que pour trois mois (du 1^{er} avril au 30 juin 2018); v) celle de prétendument restructurer sa division; et vi) celle de prétendument modifier/redéfinir son poste. À titre de réparation, le requérant demandait que ces six décisions soient annulées, que son contrat de trois mois soit remplacé par un contrat permanent ou continu, que l'administration lui communique les raisons de la discrimination à son égard et produise des pièces la justifiant, et que des dommages-intérêts pour tort matériel, des dommages-intérêts pour tort moral et des dommages-intérêts exemplaires lui soient versés, ainsi que des dépens.

Après avoir demandé des informations complémentaires à l'administration et après les avoir examinées, le Comité d'appel rendit son rapport le 4 octobre 2019, recommandant le rejet du recours dans son intégralité.

Par lettre du 6 décembre 2019, la directrice du Département de la gestion des ressources humaines communiqua le rapport du Comité d'appel au requérant et l'informa que le Directeur général avait décidé

d'accepter la recommandation tendant au rejet du recours. Telle est la décision attaquée.

Le requérant demande au Tribunal d'annuler la décision attaquée et d'ordonner à l'OMPI de convertir son engagement de durée déterminée en engagement permanent ou continu à compter de la date à laquelle toutes les conditions d'une telle conversion ont été réunies ou, à titre subsidiaire, à compter de la date de la décision du Directeur général. Il réclame des indemnités pour tous les préjudices qu'il a subis, la perte d'agrément et la perte de sa joie de vivre. Il réclame des dommages-intérêts pour tort matériel à raison de la perte de traitement, d'indemnités et d'autres avantages, comme la pension ou l'assurance maladie, à l'exclusion des sommes qu'il a déjà perçues. Il réclame également des dommages-intérêts pour tort moral, des dommages-intérêts exemplaires et des dommages-intérêts punitifs, ainsi que des dépens. Il demande que toutes les sommes accordées soient assorties d'intérêts.

L'OMPI soutient que la requête est recevable uniquement en tant qu'elle concerne: i) la décision de mettre au concours le poste de directeur de la nouvelle Division de la gestion du droit d'auteur et ii) la décision d'offrir au requérant une prolongation de trois mois de son engagement de durée déterminée (du 1^{er} avril au 30 juin 2018). Elle demande donc au Tribunal de rejeter la requête comme étant en partie irrecevable et dénuée de fondement dans son intégralité.

CONSIDÈRE:

1. Le requérant est entré au service de l'OMPI en avril 2011 en qualité de directeur de la Division de l'infrastructure du droit d'auteur, qui relevait du Secteur du droit d'auteur et des industries de la création. Il a initialement été engagé au titre d'un contrat de durée déterminée du 1^{er} avril 2011 au 31 mars 2013. Le contrat a ensuite été prolongé pour une période de trois ans, jusqu'au 31 mars 2016, puis pour une nouvelle période de deux ans jusqu'au 31 mars 2018. Toutefois, le requérant a été absent du travail en raison d'un congé de maladie certifié du 1^{er} février 2017 jusqu'à son départ de l'Organisation le 30 septembre 2018.

2. Le 18 décembre 2017, la Vice-directrice générale a annoncé, dans un courriel adressé à tous les fonctionnaires du Secteur du droit d'auteur et des industries de la création, une proposition de restructuration du Secteur. Le requérant a été informé de cette proposition par un courriel qui lui a été adressé à la même date à titre personnel étant donné qu'il était en congé de maladie, dans lequel il était invité à faire part de ses observations au plus tard le 22 décembre 2017. Or il ne l'a pas fait, même s'il avait engagé une discussion sur d'éventuelles observations de sa part, qu'il n'a finalement pas présentées.

3. La requête faisant l'objet du présent jugement, qui est la deuxième requête du requérant, trouve son origine dans une lettre du 31 janvier 2018 qu'il a reçue de part de la directrice adjointe du Département de la gestion des ressources humaines. Dans cette lettre, le requérant était notamment informé de trois choses. La première était que le Directeur général avait approuvé la restructuration proposée. La deuxième était que le poste de directeur de la division nouvellement dénommée Division de la gestion du droit d'auteur et remplaçant la Division de l'infrastructure du droit d'auteur serait mis au concours. La lettre invitait le requérant à se porter candidat. La troisième était qu'une prolongation de trois mois de son engagement de durée déterminée lui était offerte du 1^{er} avril au 30 juin 2018. Le 30 avril 2018, le requérant a demandé, sans succès, le réexamen de la décision, ou des décisions, figurant dans la lettre du 31 janvier 2018. Il a ensuite saisi le Comité d'appel de l'OMPI, qui, dans son rapport du 4 octobre 2019, a recommandé à l'unanimité le rejet du recours. Celui-ci a été rejeté dans une décision du Directeur général communiquée au requérant par lettre du 6 décembre 2019. Telle est la décision attaquée dans la présente procédure.

4. Le cas d'espèce soulève la question de la recevabilité de la requête et, si celle-ci était recevable, de son objet légitime. Il n'y a pas lieu d'aborder cette question, et ce, pour deux raisons. Premièrement, il est clair que la lettre du 31 janvier 2018 contenait des décisions ayant trait à la situation du requérant et soulevant potentiellement des

questions du type visé par l'article II du Statut du Tribunal. Deuxièmement, la requête ne saurait être admise sur le fond.

5. Si l'on accepte, aux fins de l'espèce, que la lettre du 31 janvier 2018 rendait compte d'une décision d'entreprendre la réorganisation évoquée à la fin de l'année 2017, la question qui se pose alors est celle de savoir si l'OMPI, en décidant d'entreprendre cette réorganisation, a agi de manière irrégulière à l'égard du requérant. Il est possible que l'Organisation ait agi de la sorte à deux égards, bien que ceux-ci soient liés. Dans ses moyens, le requérant soulève deux points importants. Le premier est que, comme il l'affirme, il n'a pas été réellement consulté au sujet de la réorganisation et que, deuxièmement, celle-ci aurait des conséquences pour lui, qu'il décrit ainsi dans ses moyens: «ses intérêts vitaux [étant] mis en péril»*. À l'époque, le requérant était théoriquement le directeur de la Division de l'infrastructure du droit d'auteur, en ce sens qu'il avait été absent du travail en raison d'un congé de maladie certifié depuis le 1^{er} février 2017, soit une période de près d'un an, et qu'il n'avait donc quasiment pas exercé les fonctions de ce poste.

6. Indépendamment de toute conséquence sur la situation personnelle d'un chef de section ou de département, la jurisprudence du Tribunal valide la pratique consistant à consulter ladite personne en cas de projet de réorganisation de la section ou du département concerné, et ne pas le faire constituerait en temps ordinaire un grave manque de respect pour la dignité de cette personne (voir, par exemple, les jugements 3353, au considérant 30, 3071, au considérant 30, et 2861, au considérant 27). Dans ce contexte limité, ce serait d'autant plus le cas si la réorganisation faisait grief à la situation personnelle du chef de section ou de département, bien que cela ne signifie pas que tout fonctionnaire auquel une réorganisation fait grief doive être consulté avant la mise en œuvre de celle-ci.

* Traduction du greffe.

7. Toutefois, en l'espèce, les circonstances plutôt inhabituelles permettent de mieux comprendre le devoir de consultation de l'OMPI. Comme il vient d'être indiqué, il est raisonnable de considérer que, fin 2017 et début 2018, le requérant n'occupait que théoriquement le poste de directeur de la Division de l'infrastructure du droit d'auteur. Il lui a néanmoins été proposé de discuter avec lui de la réorganisation proposée, ce à quoi le requérant s'est refusé en invoquant son mauvais état de santé. De l'avis du Tribunal, les raisons évoquées par l'OMPI pour engager cette discussion étaient, dans l'ensemble, raisonnables. Le requérant a pris pour position, sans doute légitimement, que, compte tenu des circonstances, il lui était trop difficile de répondre par écrit dans un délai de quatre jours au courriel du 18 décembre 2017 en raison de son état de santé. Toutefois, il a également rejeté la proposition qui lui a été faite d'aborder la question par téléphone avec la Vice-directrice générale. Là encore, il aurait agi ainsi en raison de son état de santé. Il n'était pas du tout évident, en cette fin d'année 2017, qu'une véritable consultation puisse avoir lieu et il était donc loisible à la Vice-directrice générale de poursuivre la réorganisation proposée sans la contribution du requérant.

Aucune des pièces dont dispose le Tribunal ne justifie de conclure que l'OMPI aurait dû agir, en ce qui concerne son obligation de consultation, en partant du principe que le requérant reviendrait prochainement de son congé de maladie et dirigerait activement la Division de l'infrastructure du droit d'auteur ou, éventuellement, toute division qui la remplacerait. En effet, à l'époque, tout semblait indiquer que cela ne se produirait pas, notamment la réaction du requérant à l'invitation à discuter par téléphone de la réorganisation proposée.

8. Les autres décisions connexes qui ressortent de la lettre du 31 janvier 2018 étaient les décisions d'offrir au requérant une prolongation de trois mois de son engagement de durée déterminée et de mettre au concours le poste de directeur de la Division de la gestion du droit d'auteur (sur le point d'être créée). Dans ses moyens, le requérant conteste la création de ce poste en affirmant notamment qu'il n'était pas fondamentalement différent de celui qu'il occupait alors officiellement et qu'il découlait d'une réorganisation qui était plus

illusoire que réelle. Il n'y a pas lieu de rappeler les différentes manières dont le requérant a formulé ces questions. Toutefois, il convient de mentionner un argument qui s'apparente à une allégation selon laquelle que la réorganisation ne relevait pas de l'exercice de bonne foi du vaste pouvoir d'appréciation dont jouit le chef exécutif d'une organisation internationale lorsqu'il s'agit d'instaurer des changements administratifs et autres changements structurels au sein de l'organisation, susceptibles d'avoir d'importants effets sur des postes existants, y compris leur redéfinition ou suppression (voir, par exemple, les jugements 4599, aux considérants 11 et 12, 4353, au considérant 7, 3238, au considérant 7, et 3169, au considérant 7). Il s'agit, en substance, d'une allégation de mauvaise foi. Or la mauvaise foi ne se présume pas et il appartient à celui qui s'en prévaut d'en établir les éléments constitutifs (voir les jugements 4682, au considérant 3, 4353, au considérant 12, et 2800, au considérant 21). En l'espèce, il n'y a pas le moindre élément de preuve établissant que la décision de réorganisation n'intervenait pas dans le cadre d'un exercice de bonne foi du vaste pouvoir d'appréciation du chef exécutif. Ce moyen est dénué de fondement.

9. Il y a lieu à ce stade d'examiner la question de savoir si la décision de mettre au concours le poste de directeur de la Division de la gestion du droit d'auteur était viciée. Tel aurait sans doute pu être le cas s'il n'y avait eu aucune différence fondamentale entre le poste théoriquement occupé par le requérant, à savoir celui de directeur de la Division de l'infrastructure du droit d'auteur, et ce nouveau poste de directeur de la Division de la gestion du droit d'auteur. Bien que cela n'ait désormais aucune conséquence juridique, le Tribunal relève que le requérant s'est porté candidat au poste de directeur de la Division de la gestion du droit d'auteur et a été présélectionné, mais qu'il a refusé de maintenir sa candidature sur avis médical.

10. À ce stade, il y a lieu de rappeler le rôle et l'importance de l'avis d'un organe de recours. Ce point a été abordé dans le jugement 4488, au considérant 7:

«Il ressort de la jurisprudence du Tribunal, par exemple du jugement 4407, au considérant 3, que le rapport d'un organe de recours interne mérite la plus grande déférence lorsqu'il présente une analyse équilibrée et avisée des questions soulevées dans le cadre du recours interne, comme c'est le cas en l'espèce, et lorsque, au vu de cette analyse, les conclusions et recommandations de cet organe étaient justifiées et rationnelles, comme c'est aussi le cas en l'espèce (voir également les jugements 3608, au considérant 7, 3400, au considérant 6, et 2295, au considérant 10).»

Il a également été examiné dans le jugement 3422, au considérant 3:

«À ce propos, il convient de noter les observations que le Tribunal a formulées dans son jugement 2295, au considérant 10, en ce sens qu'il ne lui appartient pas de réévaluer les preuves produites devant un organe de recours interne, dont les conclusions méritent la plus grande déférence. S'il est vrai que l'affaire qui a donné lieu à ce jugement en particulier impliquait notamment l'appréciation de témoignages portant sur des allégations de conduite inacceptable sur le lieu de travail, il n'en demeure pas moins que, les organes de recours internes connaissant bien, par définition, les tenants et aboutissants des affaires qui leur ont été soumises, le Tribunal ne peut qu'accorder à leur appréciation toute son importance, si toutefois il est convaincu que l'organe de recours a, en l'occurrence, mené un examen attentif et approfondi des preuves et des principes applicables, et que ses conclusions sont rationnelles et équilibrées.»

11. Dans la présente affaire, le Comité d'appel a procédé à une comparaison et une analyse relativement détaillées des deux postes et de la décision de mettre au concours le poste (nouvellement créé) de directeur de la Division de la gestion du droit d'auteur. Il a déclaré ce qui suit:

«56. Il ressort des informations recueillies par le Comité que le Directeur général a décidé de mettre le nouveau poste au concours dans le but de le pourvoir en y nommant une personne possédant la meilleure combinaison de compétences pour occuper le nouveau poste. De l'avis du Comité, cela a été fait dans le cadre de l'exercice de son pouvoir d'appréciation et en tenant compte de tous les intérêts de l'Organisation, en particulier du fait que les fonctions attachées au poste de directeur de la Division de la gestion du droit d'auteur avaient été modifiées pour refléter l'évolution de la mission du Programme 3. Le Comité a conclu qu'il avait été décidé à juste titre de procéder au nouveau recrutement par voie de concours, conformément à l'alinéa a) de l'article 4.9 du Statut du personnel, aux termes duquel: "En règle générale, le recrutement s'effectue sur la base d'une mise au concours.»

57. Le Comité était d'avis que le Directeur général avait le droit de s'adapter aux changements et de revoir la portée et les responsabilités du poste de directeur de la Division de la gestion du droit d'auteur en tenant compte des nouveaux besoins de l'Organisation. Lorsqu'il a examiné l'argument du requérant selon lequel le nouveau poste n'était pas différent du sien, le Comité a analysé à la fois la description du poste du requérant et l'avis de vacance pour le nouveau poste (qui énumérait notamment les fonctions et responsabilités du directeur de la Division de la gestion du droit d'auteur, comme le ferait une description de poste). Il a estimé que, même si certaines tâches étaient comparables, la plupart des nouvelles fonctions et responsabilités se distinguaient de celles d'origine (indiquées dans la description du poste du requérant), du fait du contexte organisationnel redéfini. La nécessité de prendre en considération le développement des systèmes de gestion du droit d'auteur à l'ère numérique, y compris l'utilisation de la technologie numérique et l'accès transfrontalier aux marchés numériques, s'est clairement imposée après une comparaison de la "description de poste" d'origine et de la nouvelle. L'évolution des fonctions du poste est également ressortie des responsabilités relatives aux partenariats public-privé dans le secteur concerné.
58. Le Comité a toutefois rappelé que, lorsqu'il s'est prononcé sur une demande similaire (à savoir que le nouveau poste n'était pas différent de celui du requérant), le Tribunal avait déclaré ceci: "[C]ela implique, cependant, une évaluation des besoins de l'Organisation, ce qui fait partie des prérogatives du Directeur général et il relève du pouvoir d'appréciation de ce dernier de prendre les décisions qui s'imposent" (jugement 2080, considérant 17).
59. Compte tenu de ce qui précède, le Comité a estimé que la décision de mettre au concours le poste de directeur de la Division de la gestion du droit d'auteur était légale et basée sur des motifs raisonnables.»*

12. Rien dans les moyens du requérant et dans les pièces qu'il produit à l'appui de ses moyens ne contredit cette conclusion du Comité d'appel. Elle doit être acceptée.

Le Tribunal est convaincu qu'il n'y a pas d'erreur manifeste dans la constatation et la conclusion du Comité d'appel selon laquelle il y avait une différence fondamentale entre les fonctions et responsabilités attachées au poste nouvellement créé (directeur de la Division de la

* Traduction du greffe.

gestion du droit d'auteur) et celles attachées au poste d'origine (directeur de la Division de l'infrastructure du droit d'auteur) du fait du contexte organisationnel redéfini, ce qui justifiait de mettre au concours le poste de directeur de la Division de la gestion du droit d'auteur. Par conséquent, la décision du Directeur général de ne prolonger que de trois mois le contrat du requérant en tant que titulaire du poste de directeur de la Division de l'infrastructure du droit d'auteur qui devait être supprimé à brève échéance a été prise dans l'exercice régulier de son pouvoir d'appréciation.

13. Il en résulte que la requête doit être rejetée.

Par ces motifs,

DÉCIDE:

La requête est rejetée.

Ainsi jugé, le 3 mai 2024, par M. Michael F. Moore, Vice-président du Tribunal, Sir Hugh A. Rawlins, Juge, et M^{me} Rosanna De Nictolis, Juge, lesquels ont apposé leur signature au bas des présentes, ainsi que nous, Mirka Dreger, Greffière.

Prononcé le 8 juillet 2024 sous forme d'enregistrement vidéo diffusé sur le site Internet du Tribunal.

(Signé)

MICHAEL F. MOORE HUGH A. RAWLINS ROSANNA DE NICTOLIS

MIRKA DREGER